



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité départementale de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROBATEL INDUSTRIES

12 Rue de Genève
CS 80011
69740 Genas

Références : 2024-251
Code AIOT : 0005303133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement ROBATEL INDUSTRIES implanté Zone industrielle de Digulleville CS 703 50440 La Hague. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'établissement, et dans un contexte de projet de transfert des activités sur une autre commune.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROBATEL INDUSTRIES
- Zone industrielle de Digulleville CS 703 50440 La Hague

- Code AIOT : 0005303133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SA Robatel La Hague est spécialisée dans la refonte du plomb et dans le travail mécanique des métaux, principalement pour le secteur du nucléaire.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 15.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Régime des activités	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R511-9	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-1.I	Sans objet
4	Usage futur	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-2	Sans objet
5	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-1.III	Sans objet
6	Réhabilitation	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R.512-39-3.I	Sans objet
7	Réhabilitation	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-3.III	Sans objet
8	Réhabilitation	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-3.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental de la qualité des eaux de surface, prescrit annuellement, a été réalisé. Le déménagement de l'entreprise sur une autre commune est réglementé par une procédure particulière, en raison de la date d'autorisation initiale de ses activités, antérieure à 2004.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 15.9
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne 2023
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant doit réaliser une surveillance de la qualité des eaux souterraines, a minima au moyen de 3 puits de contrôles pour mesures et analyses piézométriques judicieusement disposés (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les six mois (en périodes de hautes et basses eaux)... - les résultats d'analyse doivent être transmis à l'inspection des installations classées, si besoin accompagnés de commentaires, dans le mois suivant leur réception par l'exploitant.(...). <p>Un bilan des résultats d'analyse doit être établi par l'exploitant tous les 4 ans, et doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Robatel est invitée à transmettre à l'inspection, sous 2 mois, :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les résultats des campagnes de mesures 2023 ; - le bilan quadriennal des années 2020 à 2023.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 2 : Régime des activités

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R511-9</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 3250 de la nomenclature des installations classées Production, transformation des métaux et alliages non ferreux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques 2. Plomb et cadmium : b) Exploitation de fonderies (1), avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour (1) Lorsqu'il y a production de produits moulés sans production de métal.
<p>Constats :</p> <p>Les activités régulièrement autorisées de la société, par arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 modifié le 15 novembre 2006, concernent une activité de fonderie de plomb installée en ZI de Digulleville à La Hague.</p> <p>Or, les articles 30 de l'arrêté préfectoral de 2001, et 29 du l'arrêté complémentaire de 2006, précisent que: «Tout transfert des installations sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation».</p> <p>Ces activités relèvent désormais de la rubrique 3250 de la nomenclature des installations classées et sont également classées "IED", c'est-à-dire visées à l'annexe I de la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Tout</p>

déménagement des installations sur une autre commune, nécessite pour le nouveau site, une demande d'autorisation environnementale à part entière, intégrant conjointement : - les dispositions pertinentes des articles R181-12 à D181-57 du code de l'environnement ; -et celles des articles R515-58 à R515-84 du même code (pour l'aspect IED).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-1.I
Thème(s) : Situation administrative, Site de La Hague
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.
Constats : En lien avec le point 2 ci-dessus, le déménagement des installations sur une autre commune nécessite une procédure de cessation d'activité pour le site historique de la ZI de Digulleville à La Hague. La cessation d'activité de l'établissement intervenant après 1er juin 2022, est réglementée par les dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-4 du code de l'environnement. Les activités de ROBATEL ayant été autorisées avant le 1er février 2004, les dispositions de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement sont remplacées par celles du L.512-6-1, alinéas 1 à 3. Parallèlement, la fonderie relevant de la rubrique IED 3250, sa mise à l'arrêt définitif est également soumise aux dispositions de l'article R.515-75 du même code. Le détail de cette procédure de cessation est précisé ci-après.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Détermination
Prescription contrôlée : I-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.
Constats : L'établissement ayant été autorisé avant 2004, année d'entrée en vigueur de l'obligation de remise en état par rapport à un usage déterminé, l'usage des terrains libérés lors de la cessation d'activité, sera à caractère industriel. La société ROBATEL étant implantée en zone industrielle, cette prescription d'usage particulier peut être considérée comme satisfaite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-1.III
Thème(s) : Situation administrative, Attestation
Prescription contrôlée : III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats : L'attestation de mise en sécurité du site, sera à transmettre à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R.512-39-3.I
--

Thème(s) : Situation administrative, Attestation d'adéquation
Prescription contrôlée : Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité.
Constats : L'attestation d'adéquation des mesures de réhabilitation sera à transmettre à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-3.III
Thème(s) : Situation administrative, Attestation de conformité
Prescription contrôlée : III-Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.
Constats : L'attestation de conformité des travaux de réhabilitation du site, sera à transmettre à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R512-39-3.III
Thème(s) : Situation administrative, Information autorités administratives
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement

public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains.
Constats : L'attestation de conformité des travaux de réhabilitation du site, sera à transmettre aux personnes concernées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite